

Le Bolivarien



« La presse est aussi utile que l'armement. Elle est l'artillerie de la pensée »

Simón Bolívar



Savez-vous ce qu'est le capitalisme ?

p.4



Honduras : cinq journalistes tués en un mois, où sont les gros titres ?

p.11

DANS CE NUMÉRO

Notibrevés	p. 2
Des prisonniers politiques au Venezuela?	p. 3
Venezuela : la contre-révolution prépare une offensive	p. 5
« Sans les esclaves, nous serions perdus! »	p. 11
Des gouvernements « de gauche » qui reposent sur un socle populaire	p. 12
La vieille Europe et la nouvelle Amérique Latine. Pendant que...	p. 12
Les idées justes ne peuvent pas être prisonnières	p. 13
Étapes dans la lutte contre le néolibéralisme	p. 14
Poésie de Miguel Hernandez	p. 15

LE MONOPOLE MEDIATIQUE

3 ANS!

Numéro 13 • Juin / Juillet / Août 2010 • GRATUIT, VENTE INTERDITE

COLONISATEUR D'IMAGINAIRES ET EXPLOITEUR DE CONSCIENCES

p.7



Notibrevés

Le Venezuela et la Syrie s'accordent pour la création d'un Fond de financement binational de 100 millions de dollars.

Le 26 Juin 2010 (VTV).

Ce samedi, le président Chávez a annoncé l'accord entre le gouvernement bolivarien et le mandataire de la République arabe syrienne, Bashar Al-Assad, pour la création d'un Fond de Financement binational de 100 millions de dollars qui serviront à encourager les relations commerciales et économiques entre ces deux nations.

Pendant la signature des nouveaux accords, au Palais de Miraflores, ainsi qu'au cours de la conférence de presse conjointe qui a suivi, le président vénézuélien et son homologue syrien ont informé que le Venezuela dispose déjà de sa cote part pour ce fond, 50 millions de dollars américains. Par ailleurs, le président Hugo Chávez a exhorté les deux nations à aller plus loin afin d'initier le projet d'une banque de financement syro-vénézuélienne.

En outre, le Commandant Chávez a demandé au Ministre Ricardo Menéndez, responsable du Ministère des industries intermédiaires, d'exécuter un projet qui permettra d'ouvrir un espace dans le Fond du Bicentenaire du gouvernement bolivarien pour appuyer les entrepreneurs vénézuéliens d'origine syrienne et leur octroyer des crédits à taux d'intérêts réduits de même qu'une flexibilité de temps pour substituer des importations. « Et plus tard pour stimuler le commerce entre les deux pays et les produits syriens au Venezuela » ♦

J.V. Rangel : la pratique du journalisme au Venezuela est en complète décadence

Caracas, le 27 juin (AVN).

L'exercice du journalisme consiste à rechercher, préparer, investiguer et rédiger des nouvelles et des sujets d'intérêt public pour être diffusés à la population à travers les moyens de communication sociale.

Selon le journaliste José Vicente Rangel, au Venezuela, la pratique du journalisme est complètement en décadence, puisqu'il n'y a aucun type de recherche, il y a un sacrifice total de l'éthique et un oubli absolu de la vérité.

« Le tout doit se transformer en un journalisme absolument libre, démocratique, participatif, sans aucune limitation de la part de l'État, des entreprises et des propriétaires des médias », s'est exprimé Monsieur Rangel dans des déclarations exclusives à l'Agence vénézuélienne de nouvelles (AVN), où il a illustré les avancements et la détérioration de l'exercice du journalisme dans l'actualité.

Pour Monsieur Rangel, un important progrès qu'a réalisé la pratique de la profession au cours de ces dernières années, a été l'activation du journalisme alternatif qui est en train de se bâtir dans les communautés

« Cela est quelque chose qui (dans la quatrième République) n'existait pas avant et qui a permis aux grands secteurs sociaux de s'intégrer à l'information », a-t-il affirmé ♦



Le Bolivarien

**Consulat général
de la République bolivarienne
du Venezuela à Montréal**

2055 rue Peel, bureau 400
Montréal (Québec) H3A1V4
Tél.: (514) 842-3417
Fax: (514) 287-7101

www.consulvenemontreal.org

Conseil éditorial

Elio Vitriago Abreu
Adolfo Figueroa
Luis Martinez Peraza
Ricardo Astudillo

Conception graphique

Pablo L. Rubin

Impression

Payette & Simms Inc.

Les idées et opinions exprimées dans les articles signés sont entièrement de la responsabilité de leurs auteurs.

Éditorial

Pendant l'année 2007, les médias vénézuéliens et internationaux poursuivaient et intensifiaient leurs attaques contre le gouvernement bolivarien. Le grand monopole médiatique local, constitué à 85% des médias dédiés à la déformation de la réalité nationale, projetés à l'étranger par les six conglomérats qui contrôlent ce que l'on entend, lit et voit, peignaient ouvertement au monde un portrait flou du processus vénézuélien.

Ce projet journalistique est né au cours de cette période extraordinaire de changements que vit notre patrie. Au moyen du journal Le Bolivarien - comme le soulignait son premier éditorial - nous ouvrons de nouveaux espaces de divulgation de la pensée bolivarienne, afin d'analyser la réalité de nos pays à la lumière de l'extraordinaire héritage du 'plus grand d'Amérique': son oeuvre libertaire et conséquemment, sa proposition intégrationniste.

Pendant ses trois années d'existence, Le Bolivarien a permis de diffuser dans les provinces canadiennes dont la majorité du lectorat est francophone ce que les grands médias ne révèlent pas. Ce journal a été un moyen de faire connaître des sujets et des auteurs divers qui s'intéressent tout particulièrement au Venezuela, à l'Amérique Latine de même qu'aux Caraïbes.

Le Bolivarien a compté sur l'aide désintéressée de nombreux amis à qui, aujourd'hui, nous exprimons notre grand remerciement. Nous espérons que ce modeste apport offert avec beaucoup d'amour pour ce pays et son processus révolutionnaire soit perpétué et renforcé par ceux qui nous succéderont dans cette immense responsabilité ♦



Des prisonniers politiques au Venezuela?

Eva Golinger

Traduction: Investig'Action

Source originale: Correo del Orinoco

Lorsque des acteurs politiques ont commis des crimes, peuvent-ils se couvrir en criant à la persécution? Alors que des organisations internationales soutenues par Washington accusent l'administration Chavez de persécution politique, les faits éclairent la différence entre activisme et crime.

La semaine dernière [NDLR : début avril], Amnesty International a lancé un appel urgent, prétendant que cinq personnes étaient soumises à une forte persécution politique. Selon l'organisation de défense des droits de l'homme, "le gouvernement du Venezuela semble avoir élaboré au cours des dernières années un plan reposant sur des méthodes législatives et administratives pour étouffer la dissidence, à savoir faire taire et harceler les personnes qui formuleraient des critiques. Les lois sont utilisées pour justifier ce qui apparaît comme étant essentiellement des accusations politiques, ce qui indiquerait que le gouvernement cible délibérément les opposants".

Amnesty International omet de préciser qui sont véritablement les personnes en cause et ce dont elles sont accusées. L'appel urgent mentionne le Vénézuélien Oswaldo Alvarez Paz, ex-gouverneur de l'Etat de Zulia, arrêté et accusé d'instigation au crime et de diffusion de fausses informations il y a deux semaines. Celui-ci, qui avait participé au coup d'Etat d'avril 2002 et a prôné publiquement le renversement de l'administration Chavez par la violence, a prétendu en direct à la télévision que le gouvernement soutenait des groupes terroristes et facilitait le trafic de drogue. Ce faisant, il appuyait les allégations d'un tribunal espagnol et de plusieurs organisations internationales de droite qui demandent la condamnation internationale du gouvernement vénézuélien.

Ceux qui défendent Alvarez Paz s'abritent derrière des concepts de liberté d'expression. Les citoyens sont-ils donc libres d'accuser sans preuves, en direct sur une chaîne de télévision nationale, le président de la nation de trafic de drogue et de terrorisme? Pourraient-ils le faire dans un autre pays sans avoir ensuite à répondre de leur acte?

Imaginez un ancien gouverneur des Etats-Unis qualifier en direct sur NBC news le président Barack Obama de terroriste et de trafiquant de drogue sans apporter de preuves. Il serait immédiatement arrêté par les services secrets et poursuivi dans toute la mesure légale non seulement pour diffusion de fausses informations, mais aussi pour mise en péril de la vie et atteinte à l'image du président américain.

La plupart des démocraties qui reconnaissent la liberté d'expression et la considèrent comme une valeur importante, prévoient des limites en cas de menace pour la sécurité de la nation ou des ses dirigeants. En outre, nul ne peut, sans en assumer les conséquences par la suite, se permettre de diffamer et de calomnier autrui publiquement et sans preuves. Les agissements d'Alvarez Paz enfreignent non seulement le droit vénézuélien, mais aussi les principes internationaux. Le droit international ne prévoit nullement une liberté d'expression absolue: il prescrit des limites pour empêcher toute atteinte aux droits et à la sécurité d'autrui.

Or, au Venezuela, nombreux sont ceux qui se croient au-dessus de la loi, notamment parmi la classe qui a dirigé le pays au 20e siècle. Et pour cause. La plupart des participants au coup d'Etat d'avril 2002, par exemple, n'ont pas été inquiétés, et ils continuent à œuvrer pour un renversement du gouvernement. Seuls trois officiers de police, Ivan Simonovis, Lazaro Forero et Henry Vivas, ont dû faire face à la justice. Un tribunal les a jugés coupables d'avoir ordonné le massacre de manifestants. Tous trois ont sollicité l'aide d'organisations internationales, se faisant passer pour des prisonniers politiques. Ils ont eu gain de cause: leur condamnation a été annulée cette semaine par une cour d'appel du Venezuela.

LA RELAXE ILLÉGALE DE PRISONNIERS: UN DROIT?

Dans son appel, Amnesty International mentionne également le cas de Maria Lourdes Afiuni, juge vénézuélien, arrêtée le 10 décembre 2009 pour avoir aidé un prisonnier à s'échapper d'une salle d'audience et à sortir du pays. Celle-ci est accusée d'avoir permis à Eligio Cedeno, un banquier vénézuélien poursuivi et emprisonné pour corruption et détournement de fonds, de quitter sa salle d'audience par une porte dérobée. En violation manifeste de la procédure légale, elle avait convoqué Cedeno sans le notifier au bureau du procureur, puis l'avait fait sortir pour qu'il puisse s'enfuir vers Miami.

Maria Lourdes Afiuni a été arrêtée et accusée de corruption. Le président Chavez a mentionné publiquement son cas, preuve de la corruption du système légal, et prié le bureau du procureur général de prendre des mesures. Il n'est pas responsable de la détention du juge; l'arrestation ne s'est pas faite de manière arbitraire, mais sur la base de preuves solides qu'un membre du parquet s'est rendu coupable de faute professionnelle et d'abus.

CORRUPTION ET MANIFESTATIONS VIOLENTES

Un article publié début avril dans le New York

Times attaque avec brutalité l'administration Chavez et l'accuse de bâillonner les dissidents en procédant à leur arrestation. Il cite le cas du général Raul Isaias Baduel, ancien ministre de la justice et allié de Chavez, actuellement incarcéré pour corruption. L'article tente de donner à Baduel des allures de victime, mais omet de mentionner que l'ancien officier a été pris en flagrant délit de vol pour un montant de plus de 30 millions de dollars alors qu'il était en fonction. Il a acquis des entreprises, des fermes et des propriétés au Venezuela ainsi qu'à l'étranger alors qu'il occupait le poste de ministre de la défense. Il n'a commencé à se prétendre victime de persécution politique que lorsque Chavez l'a contraint à démissionner et qu'il a commencé à faire l'objet d'enquêtes pour corruption.

L'appel lancé par Amnesty international mentionne également Richard Blanco, un chef de l'opposition, qui serait soumis à une certaine persécution politique. En fait, Blanco a été arrêté en plein jour après avoir agressé physiquement un officier de police au cours d'une manifestation publique, et incité d'autres personnes présentes à forcer le barrage de police et à recourir à une forme violente de protestation. Ses agissements ont été diffusés en direct à la télévision et ne sont pas contestables.

D'autres dirigeants de l'opposition, accusés notamment de corruption, ont fui le pays afin d'échapper à la justice. Plusieurs d'entre eux, d'éminents personnages, ont obtenu l'asile aux Etats-Unis ou au Pérou, deux refuges pour les criminels latino-américains.

L'ancien gouverneur de Zulia, Manuel Rosales, qui a fait main basse sur des millions de dollars au cours de son mandat ainsi que sur une énorme quantité de terrains, s'est dérobé à la justice lorsque de premières incriminations ont été lancées contre lui. Maintenant réfugié au Pérou, il prétend être un prisonnier politique du gouvernement Chavez. D'autres criminels corrompus et violents – comme Nixon Moreno, accusé de tentative de viol sur une femme officier de police, ou Oscar Perez, accusé de violence à main armée et incitation au crime durant des manifestations l'année dernière – adoptent la même tactique.

L'idéologie ne saurait servir à l'exemption de criminels. Si l'immunité a longtemps prévalu au Venezuela, désormais le système judiciaire se risque enfin à faire appliquer la loi, quel qu'en soit le prix.

En novembre 2004, Danilo Anderson, le procureur fédéral chargé d'enquêter sur les personnes impliquées dans le coup d'Etat d'avril 2002, a été assassiné dans une attaque terroriste atypique qui a suivi l'explosion de sa voiture. Pour l'heure, cette affaire n'a pas été élucidée ♦



Savez-vous ce qu'est le capitalisme ?



Atilio Boron
Source : *Rebelión*

Le capitalisme dispose de légions d'apologistes. Beaucoup le sont de bonne foi, produit de leur ignorance et dû au fait que, comme l'a dit Marx, le système est opaque et sa nature d'exploitation prédatrice n'est pas évidente aux yeux des femmes et des hommes.

D'autres le défendent parce qu'ils sont ses grands bénéficiaires et amassent d'énormes fortunes grâce à ses injustices et inégalités. Il y a tous ceux ("gourous" financiers, "opinologues", "journalistes spécialisés", académiciens "bien-pensants" et les divers représentants de la "pensée unique") qui connaissent parfaitement les coûts sociaux qu'impose le système en termes de dégradation humaine et environnementale. Mais ils sont très bien payés pour tromper les gens et poursuivent inlassablement leur labeur. Ils savent très bien, ils ont très bien appris, que la "bataille des idées" à laquelle nous a convié Fidel est absolument stratégique pour la préservation du système, ce pourquoi ils n'abandonnent pas la partie.

Afin de contrecarrer la prolifération de versions idylliques au sujet du capitalisme et de sa capacité de promouvoir le bien-être général, examinons quelques données obtenues de documents officiels du système des Nations Unies. Ceci est extrêmement didactique car il est généralement sous-entendu - à plus forte raison dans le contexte de la crise actuelle - que la solution aux problèmes du capitalisme se trouve dans plus de capitalisme ; ou que le G-20 le FMI, l'OMC et la Banque Mondiale, repenties de leurs erreurs passées, vont pouvoir résoudre les problèmes qui

accablent l'humanité. Toutes ces institutions sont incorrigibles et irréformables, et chaque espérance de changement n'est rien de plus qu'une illusion. Elles continuent de proposer la même chose, seulement avec un discours différent et une stratégie de "relations publiques" conçue pour cacher leurs véritables intentions.

Que ceux qui ont encore des doutes regardent ce qu'on nous propose pour "solutionner" la crise en Grèce : les mêmes recettes qui ont été appliquées et qui continuent de l'être en Amérique Latine et en Afrique depuis les années 1980.

Voici quelques données (avec leur source respective) récemment compilées par le CROP, le Programme International d'Études Comparatives sur la Pauvreté de l'Université de Bergen en Norvège.

Le CROP a déployé de grands efforts, depuis une perspective critique, afin de combattre le discours officiel sur la pauvreté élaboré et maintenu pendant plus de 30 ans par la Banque Mondiale et reproduit inlassablement par les grands médias de communication, les autorités gouvernementales, académiques ainsi que des "experts" tout acabit.

Population mondiale : 6,8 milliards, dont
• 1,020 milliards de dénutris chroniques (FAO 2009)

- 2 milliards n'ont pas accès à des médicaments (www.fic.nih.gov)
- 884 millions n'ont pas accès à l'eau potable (OMS/UNICEF 2008)
- 924 millions de "sans abris" ou vivant dans des logements précaires (UN Habitat 2003)

- 1,6 milliards n'ont pas accès à l'électricité (UN Habitat, "Urban Energy")
- 2,5 milliards ne disposent pas de systèmes d'égouts (OMS/UNICEF 2008)
- 774 millions d'adultes analphabètes (www.uis.unesco.org)
- 18 millions de morts par an dues à la pauvreté, la majorité étant des enfants de moins de 5 ans (OMS)
- 218 millions d'enfants, âgés entre 5 et 17 ans, travaillent souvent dans des conditions d'esclavage, accomplissent des tâches périlleuses ou humiliantes - comme soldats, prostitué(e)s, ou domestiques, en agriculture, en construction ou dans l'industrie textile (OIT : L'élimination du travail infantile : un objectif à notre portée, 2006)

Entre 1988 et 2002, les 25% plus pauvres de la population mondiale ont vu leur part du revenu mondial réduit de 1,16% à 0,92%, tandis que l'opulent 10% le plus riche a accru ses fortunes passant de 64,7% à 71,1% de la richesse mondiale. L'enrichissement de quelques uns a comme revers l'appauvrissement de beaucoup.

Seulement ce 6,4% d'augmentation de la richesse des plus riches suffirait pour doubler les revenus de 70% de la population mondiale, sauvant d'innombrables vies et réduisant les pénuries et souffrances des plus pauvres. Comprenez bien : une telle chose serait possible en ne redistribuant que l'enrichissement additionnel produit entre 1988 et 2002 du 10% le plus riche de la population mondiale, laissant intactes leurs exorbitantes fortunes. Toutefois, même quelque chose d'aussi élémentaire que cela s'avère inacceptable pour les classes dominantes du capitalisme mondial.

Conclusion : si on ne combat pas la pauvreté (ne parlons surtout pas de l'éradiquer sous le capitalisme !), c'est parce que le système obéit à une logique implacable centrée sur l'obtention du profit, ce qui concentre la richesse et augmente incessamment la pauvreté ainsi que l'inégalité économique et sociale.

Après cinq siècles d'existence, c'est tout ce que le capitalisme peut offrir. Qu'attendons-nous pour changer de système ? Si l'humanité a un futur, il sera clairement socialiste. Avec le capitalisme, en revanche, il n'y aura de futur pour personne. Ni pour les riches, ni pour les pauvres. La sentence de Friedrich Engels, et aussi de Rosa Luxemburg : "socialisme ou barbarie", est aujourd'hui plus actuelle que jamais. Aucune société ne survit quand son impulsion vitale réside dans la recherche incessante du bénéfice et que son moteur en est le profit. Plus tôt que tard cela provoque la désintégration de la vie sociale, la destruction de l'environnement, la décadence politique et une crise morale. Nous n'en sommes pas encore là, mais il nous reste très peu de temps... ♦



Venezuela : la contre-révolution prépare une offensive.

Patrick Larsen

De nouveaux développements, au Venezuela, montrent que la contre-révolution s'organise et prépare une nouvelle offensive prolongée contre le gouvernement bolivarien. Face aux effets de la récession économique, nous avons assisté à des réalignements, dans le paysage politique, qui peuvent jouer un rôle décisif lors des élections législatives de septembre prochain.

LE « CHAVISME BLEU »

Il y a trois semaines, le gouverneur de l'Etat de Lara, Henri Falcón, a annoncé qu'il quittait le Parti Socialiste Unifié du Venezuela (PSUV), au terme d'une longue polémique publique avec le président Hugo Chavez. Ce dernier l'a accusé d'être trop proche de la bourgeoisie de Lara et de ne pas réellement servir les intérêts des travailleurs et des jeunes de cet Etat. Falcon a répliqué en claquant la porte du parti et en rejoignant le PPT (Patria Para Todos), un petit parti qui « soutient » le gouvernement – mais s'est maintenu en dehors du PSUV, lors de sa formation, en 2007. Depuis, le PPT s'efforce d'agir comme un frein à Chavez, en faisant la promotion de la « réconciliation » et du « dialogue » avec l'opposition.

Falcon parle de façon très démagogique du besoin de « tolérance ». « Un révolutionnaire doit bâtir des ponts, et non placer des pièges ou dénier le droit du peuple à soutenir le parti politique de son choix », explique-t-il. Il espère rallier les classes moyennes autour de ses appels à la « démocratie » et à la « liberté des partis politiques » – comme s'ils n'existaient pas déjà, au Venezuela. Mais ce qui irrite Falcon au plus haut point, ce sont les récentes déclarations de Chavez, qui l'accuse d'avoir rallié le camp de la bourgeoisie.

Le 14 mars, dans son émission hebdomadaire, *Aló Presidente*, Chavez a évoqué le cas Falcon. Il a sévèrement critiqué non seulement le gouverneur de Lara, mais aussi la classe capitaliste vénézuélienne dans son ensemble :

« Notre révolution ne prépare pas d'accord avec la bourgeoisie. Il n'y a ni accord, ni négociations possibles avec la bourgeoisie vénézuélienne. Il

n'y a aucune possibilité d'accord et il n'y en aura jamais. Celui qui pense qu'un accord est possible doit abandonner nos rangs immédiatement.

« C'est pourquoi la question du gouverneur de Lara, dont j'ai parlé hier avec fermeté, à Barquisimeto, est venue sur le tapis. Derrière lui, il y a beaucoup de manipulations, dont le gouverneur et le PPT sont complices. C'est regrettable, mais c'est un fait. "Oh mais non, nous sommes avec Chavez", disent-ils. C'est un mensonge. C'est la bourgeoisie qui tire les ficelles. Ne voyez-vous pas la bourgeoisie applaudir le gouverneur de Lara ? Pourquoi ne l'attaque-t-elle pas ? Parce que des accords ont été conclus en coulisse. »

C'est exact. Le fait est que la grande majorité des journaux de droite ont réagi avec euphorie à l'annonce de la rupture de Falcon avec le PSUV. Falcon et le PPT assurent à tout le monde qu'ils sont partisans d'un « Chavisme Bleu » (« Chavismo Azul »), censé être plus « tolérant » que la politique défendue par Chavez lui-même. Mais ce n'est qu'un écran de fumée pour cacher leur rupture avec Chavez. En réalité, ils luttent pour un tout autre programme : pour la contre-révolution sous un masque démocratique.

Dans un entretien récent aux *Últimas Noticias*, José Albornóz, le Secrétaire Général du PPT, a déclaré qu'il regrettait qu'Ismaël Garcia et son parti PODEMOS aient quitté le camp de la révolution, alors qu'ils auraient eu davantage d'influence en y restant. Albornóz affirme qu'il s'agit d'un regrettable malentendu. Apparemment, des « sentiments incontrôlés » auraient conduit PODEMOS à trahir la révolution lors du referendum sur la réforme constitutionnelle, en 2007 !

La vérité, c'est qu'Ismaël Garcia et PODEMOS n'ont jamais été révolutionnaires. Ils ont toujours été sociaux-démocrates. Pendant un temps, ils se sont accrochés à la coalition de Chavez dans le but de freiner le processus révolutionnaire. Mais la réforme constitutionnelle – malgré ses limites – était trop dure à avaler, pour eux, et ils ont donc décidé de rallier l'opposition, c'est-à-dire le camp de la contre-révolution. Ils se sont alors lancés dans une campagne anticommuniste appelant à voter NON au referendum. Et pour Albornóz, il ne s'agirait que d'un regrettable malentendu !

Ce qu'Albornóz veut réellement dire, c'est que son parti essaie de faire la même chose que PODEMOS (et avant lui, le MAS), à savoir : freiner la révolution et rechercher un accord

avec la classe dirigeante. En d'autres termes, il représente une cinquième colonne au sein de la révolution. Beaucoup de militants, à la base du PPT, ont compris cela.

Plus de 200 adhérents ont décidé de quitter le parti et de rejoindre le PSUV. Mais d'un autre côté, Albornóz a déclaré que 20 000 personnes ont demandé à adhérer à PPT, dans la foulée de Falcon. Il n'est pas difficile de deviner à quelles classes appartiennent ces 20 000 personnes. Elles sont issues de la petite-bourgeoise et de la bourgeoisie elle-même, qui cherchent un moyen de se débarrasser de Chavez et de la révolution.

Ces dernières années, nous avons vu un grand nombre de renégats passer dans le camp de la réaction : Ariás Cárdenas (qui en est « revenu » en 2006), le MAS, Pablo Medina, Luís Miquelena, Baduel, Ismael Garcia et PODEMOS – et bien d'autres encore. Mais cette fois, il semble que Falcon soit capable d'organiser de plus larges couches d'éléments bourgeois et petit-bourgeois mécontents, sous la bannière du « Chavisme Bleu », de la « tolérance » et de la « réconciliation ».

LA CONTRE-RÉVOLUTION PROMeut LE CHAOS ET LA VIOLENCE

A cela s'ajoutent les activités récentes de l'opposition dont le but est de créer un maximum de troubles, partout où c'est possible. En janvier, les étudiants de l'opposition ont manifesté et appelé à la violence, dans les rues, sous prétexte de s'opposer à la soi-disant fermeture de RCTV (une chaîne de TV putschiste temporairement suspendue parce qu'elle ne respectait pas les lois constitutionnelles vénézuéliennes).

Ces manifestations ont fait un mort à Merida, parmi les étudiants chavistes, et plusieurs blessés à travers le pays.

Puis, le 21 mars, il y a eu la « grève » de 36 heures dans les transports de Caracas. En réalité, il s'agissait d'un lock-out patronal : les propriétaires des moyens de transport privés ont voulu interrompre le trafic. Mais les travailleurs organisés dans le Syndicat Unifié des Transports de Caracas ont combattu le lock-out – et la majorité des conducteurs de bus ont travaillé.

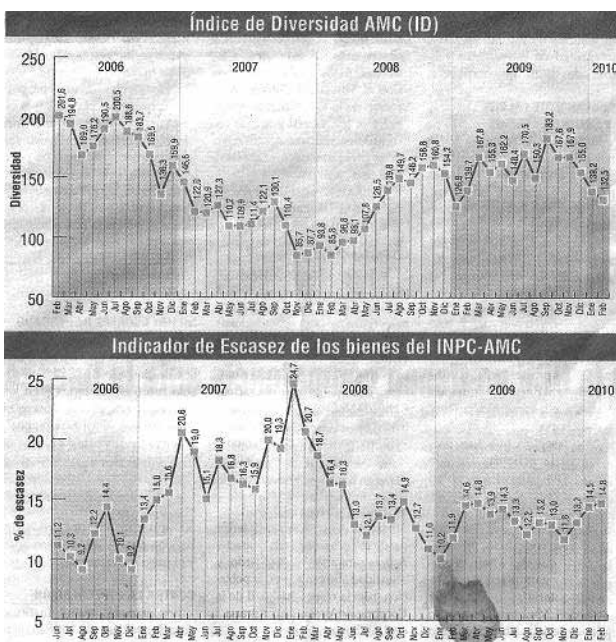
A peine 5 % des travailleurs ont participé à la « grève », de sorte que le service a fonctionné de façon plus ou moins normale. La tentative de sabotage patronal a misérablement échoué – et ce, une fois de plus, grâce à la mobilisation de la



« Notre révolution ne prépare pas d'accord avec la bourgeoisie. Il n'y a ni accord, ni négociations possibles avec la bourgeoisie vénézuélienne. Il n'y a aucune possibilité d'accord et il n'y en aura jamais. Celui qui pense qu'un accord est possible doit abandonner nos rangs immédiatement. »

classe ouvrière.

Enfin, la contre-révolution cherche à déstabiliser le pays en soumettant le secteur alimentaire à un sabotage et à une spéculation systématiques. Une enquête récente montre que le niveau de diversité des produits alimentaires disponibles était à son plus bas dans les mois précédents le référendum constitutionnel de décembre 2007, que Chavez a perdu de peu. La pénurie alimentaire était alors à son plus haut niveau. Ci-dessous : le premier graphique retrace l'évolution du niveau de diversité des produits alimentaires disponibles ; le deuxième l'évolution du niveau de pénurie des produits alimentaires de base.



Le graphique du haut retrace l'évolution du niveau de diversité des produits alimentaires disponibles ; le deuxième l'évolution du niveau de pénurie des produits alimentaires de base.

Ce n'était pas un hasard. Les capitalistes du secteur alimentaire ont délibérément cherché – avec succès – à semer la confusion, la démoralisation et la frustration parmi les masses qui avaient voté pour Chavez, jusqu'alors. Faute de pouvoir rallier la masse des pauvres à l'opposition, ils ont cherché à la démoraliser. De fait, trois millions d'électeurs chavistes se sont abstenus, en décembre 2007, ce qui a permis à la réaction de l'emporter de justesse. La pénurie alimentaire, au Venezuela, fait partie d'une campagne concertée et bien organisée par la contre-révolution.

Il est parfaitement possible que le scénario de décembre 2007 se répète, au cours des prochains mois, en vue des élections législatives

de septembre 2010. En effet, la distribution est toujours – pour l'essentiel – sous le contrôle des capitalistes. Chavez s'efforce de développer les marchés alimentaires Mercal, qui sont propriété d'Etat. Mais Mercal ne représente toujours que 7 % des stocks de nourriture disponibles. Cela ne peut pas compenser la spéculation et l'inflation massives qui sévissent dans le secteur privé de la distribution alimentaire.

Le problème est double. Premièrement, le secteur alimentaire privé reste largement à l'abri des mesures gouvernementales (à l'exception d'Exito et Cargill) et il n'y a pas de monopole du commerce extérieur. Deuxièmement, la production alimentaire nationale demeure assez faible. La réforme agraire de 2001 n'a pas conduit à une redistribution suffisante des terres aux paysans pauvres. Quant aux paysans qui ont obtenu des terres, on leur a généralement refusé les petits crédits qui leurs avaient été promis, de sorte que leurs terres sont restées en jachère.

Tout ceci nous mène à la même conclusion : la propriété privée de la production, de la transformation et de la distribution des denrées alimentaires est en contradiction directe avec les besoins et les aspirations démocratiques de la majorité des Vénézuéliens. La seule façon de résoudre ce problème – qui constitue un danger mortel, pour la révolution – consiste à exproprier ces secteurs et à les placer sous le contrôle démocratique des travailleurs, des consommateurs et des coopératives paysannes. Ceux-ci pourront alors planifier rationnellement ces secteurs, suivant les intérêts de la majorité, et mettre un terme au sabotage contre-révolutionnaire et antidémocratique.

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Gustavo Tarre Briceño, réactionnaire notoire et ancien dirigeant du parti de pro-capitaliste COPEI, a récemment déclaré que « le gouvernement est si mauvais qu'il est possible de gagner les élections ». Il s'agit évidemment d'une exagération grossière. Chavez bénéficie toujours d'un soutien massif. Cependant, il est exact que de nombreux réformistes et bureaucrates, dans l'entourage de Chavez, sont incapables de résoudre les problèmes les plus urgents du Venezuela : électricité, logements, pénurie alimentaire et insécurité. La principale raison tient au fait qu'ils n'osent pas rompre avec le capitalisme et la propriété privée.

Dans la même interview, Tarre Breceño explique la stratégie de l'opposition. Il dit que même dans le cas où l'opposition ne gagnerait

pas une majorité, à l'Assemblée Nationale, « le Parlement deviendrait un centre du débat national », ce qui « représenterait un changement qualitatif ». Nous avons ici la trame des perspectives contre-révolutionnaires. Même s'ils n'arrivent à remporter que 40 % des sièges, par exemple, ils utiliseront leurs députés pour bloquer ou différer les initiatives gouvernementales.

Ces représentants légaux parcourront le pays en long et en large pour mobiliser la classe moyenne contre le gouvernement et la révolution. C'est la première partie du plan, l'objectif final étant de se débarrasser de Chavez et de la révolution.

Parmi les masses bolivariennes, il y a une profonde inquiétude, à ce sujet, ainsi qu'un mécontentement croissant à l'égard de la bureaucratie du PSUV. Il y a deux mois, Alberto Müller Rojas – ancien vice-président du PSUV – a déclaré que « Chavez est assis sur un nid de scorpions », en référence aux nombreux réformistes au sein du gouvernement et du parti.

Lors de l'édition d'Alo Presidente au cours de laquelle Chavez a attaqué Falcon et déclaré qu'aucun accord n'est possible avec la classe dirigeante, il a rappelé une fois de plus qu'il faut en finir avec l'Etat capitaliste et a critiqué ceux qui défendent le « socialisme de marché » – une formule récemment mise en circulation par les réformistes, au sein du mouvement bolivarien.

C'est dans ce contexte que les idées du marxisme gagnent en audience. Récemment, l'Assemblée des Mouvements Populaires de Caracas a adopté la proposition de programme que les marxistes du PSUV ont formellement présenté. En conséquence, ce document a circulé parmi tous les délégués du Congrès. Ces mêmes idées ont été accueillies avec enthousiasme lors des assemblées du Bicentenaire de la Jeunesse, le nouveau front des organisations de la jeunesse révolutionnaire. Cela confirme que la base du PSUV veut lutter pour faire du parti un outil permettant de mener la révolution à son terme ♦

Le Bolivarien vous encourage à soumettre vos articles à l'adresse électronique suivante:

lebolivarien@consulvenemontreal.org



Monopoles médiatiques et guerres médiatiques



Luis Britto García

Traduction: Mélanie Bélanger

GUERRES MILITAIRES ET DISPUTES MÉDIATIQUES

La guerre, disait Clausewitz, est la poursuite de la politique par d'autres moyens. La politique, ajoutait-il, est le prolongement de la culture par d'autres voies. Seul sort gagnant de la confrontation politique et militaire celui qui est vainqueur de la bataille culturelle, laquelle, en grande partie, se livre aujourd'hui à travers les moyens de communication.

La guerre médiatique est, pour cette raison, le préambule de la politique et de la stratégie. Les guerres militaires offrent des trêves; les culturelles, elles, sont incessantes, globales et perpétuelles.

MONOPOLES ÉCONOMIQUES ET MÉDIATIQUES

Les guerres contemporaines se livrent entre des puissances impériales pour la conquête de colonies et de marchés, ainsi qu'entre ces puissances impériales et les pays en voie de développement afin de réduire ces dernières à la condition de semi-colonies. De tels conflits surviennent afin d'assouvir les intérêts des monopoles.

Les monopoles médiatiques ressemblent aux monopoles financiers, industriels et commerciaux comme deux gouttes d'eau. Tous ces monopoles

s'affrontent afin d'étendre leur emprise, se concentrent de plus en plus dans les mains de quelques uns, utilisent la politique comme instrument afin d'augmenter leur pouvoir, que ce soit à travers des normes facilitant l'accumulation, ou encore des conflits favorisant le développement de marchés et l'appropriation de ressources.

Leur objectif commun est de soumettre l'infrastructure économique à la domination totale du capital monopolisé, et d'assujettir la superstructure culturelle – qui tend à déterminer la conduite de l'État et de la société – aux monopoles médiatiques.

MONOPOLES VS PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

Les guerres des tout-puissants monopoles capitalistes et médiatiques contre les faibles pays en voie de développement sont asymétriques, en raison de la disproportion des ressources stratégiques et économiques. Toutefois, la victoire ne favorise pas toujours les propriétaires des plus puissantes armes de coercition stratégique ou culturelle.

Examinons la guerre médiatique livrée au Venezuela au cours de la première décennie du XXI^e siècle par les transnationales et le patronat national contre le projet de révolution démocratique et pacifique qui l'emporta aux élections de 1998 avec une écrasante majorité.

OLIGOPOLES MÉDIATIQUES VS DÉMOCRATIE

En 1999, quand Hugo Chávez Frías arrive au pouvoir, son gouvernement ne dispose en guise d'instruments de communication que d'une chaîne télévisée et d'une station de radio nationales, toutes deux de portée très limitée.

L'opposition, dont le commando politique est assumé par le patronat de la chambre de commerce (Fedecámaras), bénéficie pour sa part de soixante chaînes télévisées, près de 700 stations de radio et plus d'une centaine de journaux. Ces moyens de communication prennent majoritairement une position d'attaque frontale contre le gouvernement, sauf dans le cas des journaux Ultimas Noticias et Panorama, qui tendent à présenter l'information de façon plus équilibrée.

Presque tous ces médias constituent des exemples éloquentes de concentration oligopolistique verticale et horizontale. Par ailleurs, ils tendent à copier les thèmes, les campagnes et les points de vue des grands monopoles transnationaux des communications, lesquels à leur tour recyclent les contenus et informations locales des oligopoles vénézuéliens.

DE LA GUERRE MÉDIATIQUE À L'ASSAUT DE LA CONSTITUTIONNALITÉ

Dès la fin de 2001, le patronat et son écrasante concentration de moyens, jouissant de l'appui économique, diplomatique et logistique des



États-Unis, déclare ouvertement la guerre au gouvernement élu. Il se livre à une campagne massive contre les 49 lois de réformes modérées que ce gouvernement propose, réclame sa substitution par un gouvernement “de transition” et diffuse triomphalement les déclarations d’officiers retraités qui disent représenter toute l’armée et être disposés à renverser les autorités légitimes par la force.

Au début d’avril 2002, les médias appellent à une grève qui est en réalité un lock-out du patronat, convoquent le 11 de ce même mois une manifestation d’opposition vers le Parc de l’Est (Parque del Este) qui est déviée contre le palais présidentiel de Miraflores, coupent la chaîne télévisée au moyen de laquelle le Président se dirige à la Nation, présentent des images de gens du peuple qui se défendent contre des francs-tireurs et déclarent de façon mensongère que ces gens tirent contre une manifestation qui n’est en fait pas là, diffusent une déclaration militaire contre le gouvernement ainsi qu’une fausse nouvelle concernant la démission du Président élu, réduisent au silence par la force la télévision et la radio nationales, acclament l’instauration d’une dictature qui annule la Constitution approuvée par vote populaire, enfin, cachent la grande mobilisation sociale de même que la réponse des militaires constitutionnalistes qui restituent le Président légitime au pouvoir le 13 d’avril.

Les monopoles économiques comptaient

sur la quasi totalité des médias imprimés, radiophoniques et télévisés; le peuple, lui, ne disposait que des moyens de communication du bouche à oreille, des téléphones et des cellulaires. L’omnipotence médiatique n’est ni une omnipotence culturelle, ni une omnipotence politique.

LOCK-OUT DU PATRONAT ET SABOTAGE PÉTROLIER

Restitué au pouvoir, le Président élu n’adopte pas de sanctions contre les auteurs du coup d’État, ni contre les médias. Ces derniers ne tardent donc pas à mettre en marche une opération identique: au début de décembre 2002, ils convoquent un lock-out de la classe patronale, cette fois-ci accompagné d’un sabotage contre l’industrie pétrolière exécuté par les actionnaires majoritaires en faveur de la privatisation, et d’une expérience audiovisuelle jamais vécue dans le monde contemporain.

Pendant plus de deux mois, presque tous les médias privés se livrent à une campagne perpétuelle et ad nauseam d’appels au renversement par la force du gouvernement élu, de même qu’ils remplacent la publicité par des messages de déstabilisation et des fausses informations. Le gouvernement légitime ne suspend pas les garanties constitutionnelles et ne déclare pas l’état d’exception, à peine répond-t-il au moyen d’une chaîne de télévision et d’une station de radio qui ne couvrent pas tout

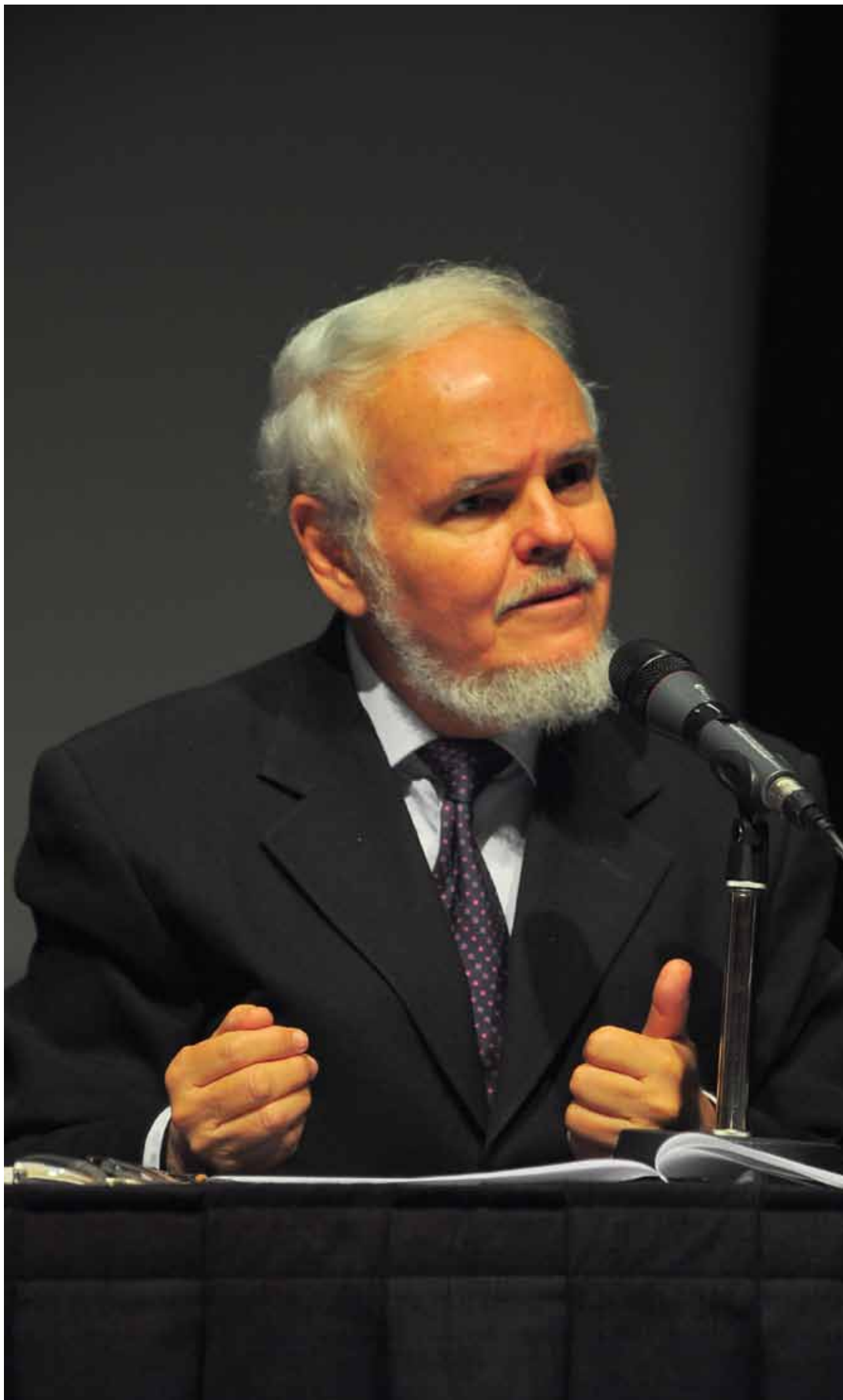
le territoire national; toutefois, la gigantesque offensive médiatique et putschiste du patronat finit par s’écrouler d’elle-même, telle une statue aux pieds d’argile ne pouvant s’établir sur la base du compact rejet populaire.

L’IMPUISSANCE DE L’OMNIPOTENCE MÉDIATIQUE

En vérité, les monopoles médiatiques n’ont réussi à imposer leur critère sur aucun événement décisif de la vie vénézuélienne au cours des dernières années. Ils ne purent détenir le soulèvement social massif du 27 février 1989 contre le Fond Monétaire International, qui secoua le pays pendant une semaine entière. Ils ne purent dévier la sympathie populaire envers la rébellion militaire du 4 février 1992. Ils ne surent restaurer la foi du peuple envers les partis du status quo, ce qui détermina l’abandon de ces derniers au cours des processus électoraux à partir de 1993. Ils ne purent battre la candidature de Hugo Chávez Frías aux élections de 1998.

En dépit du pacte d’appui envers le dictateur Carmona, ils ne purent éviter ni la chute de ce dernier, ni le retour du Président élu. Après avoir appuyé fortement le lock-out du patronat et le sabotage pétrolier de 2002 et 2003, ainsi que le non-respect de l’arbitrage électoral en 2004, ils ne purent en arriver à leurs fins.

Encore moins purent-ils causer la déroute du mouvement bolivarien au cours du référendum



d'août 2004, ou encore empêcher son éclatant triomphe aux élections régionales de la même année. Ils ne vainquirent qu'en une seule occasion, en obtenant, au moyen d'une campagne fondée sur la promotion de la terreur, que le gouvernement perde en 2007 par 50,000 votes le référendum convoqué afin de procéder à une complexe réforme constitutionnelle. Malgré le monopole capitaliste et médiatique, le projet bolivarien a été, pendant une décennie, re-légitimé par la victoire à plus d'une douzaine d'élections, toutes garanties par des centaines d'observateurs internationaux, aucune n'ayant été contestée par ces derniers.

DES MESURES CONTRE L'AGGRESSION MÉDIATIQUE

Serait-ce suffisant, donc, d'attendre que l'adversaire s'effondre afin de gagner une guerre médiatique? L'exemple du Venezuela démontre qu'il est possible de livrer un combat médiatique contre une opposition putschiste et violente sans s'éloigner un seul instant du strict respect des normes de la légalité démocratique.

Toutefois, pour cela, il s'avère nécessaire d'ouvrir une contre-offensive sur quatre fronts:

- 1) création de médias publics, alternatifs, libres et communautaires;
- 2) régulation législative de l'espace radioélectrique;
- 3) emploi souverain du pouvoir étatique d'octroyer et de renouveler ou non des concessions sur l'espace radioélectrique;
- 4) éducation du public.

MÉDIAS PUBLICS, ALTERNATIFS, LIBRES ET COMMUNAUTAIRES

Afin d'appliquer ces tactiques, le gouvernement démocratique, à partir de 2003, a créé les canaux Vive, de documentaires communautaires, Telesur, s'adressant à une audience latino-américaine, Asamblea Nacional, sur les débats parlementaires, Ávila TV, jeune et contestataire; il a insufflé une nouvelle vie à Venezolana de Televisión et Radio Nacional, et a acquis le circuit de radio YVKE Mundial.

Plusieurs centaines de petites radios communautaires surgissent, réunies au sein de l'Association nationale de médias communautaires, libres et alternatifs (Asociación Nacional de Medios Comunitarios, Libres y Alternativos). En 2003 les communistes éditent Diario Vea, et en 2009 le processus bolivarien publie Correo del Orinoco. De plus, des centaines de petites publications alternatives apparaissent et disparaissent.

NORMES DE DIFFUSION

En décembre 2005, au milieu d'un débat hostile avec l'opposition, l'Assemblée Nationale approuve



la Loi sur la responsabilité sociale de la radio et de la télévision (Ley de Responsabilidad Social en Radio y Televisión; Resorte). Cette dernière réfère aux normes constitutionnelles qui exigent véracité, opportunité et pluralité de l'information, limite le temps de publicité, établit des pourcentages de production nationale, et étend sa portée à la télévision par abonnement (le câble) – qui rejoint plus du tiers de l'audience du pays.

Ce triomphe n'est que partiel, car ni les médias ne respectent ces normes, ni la Commission nationale de télécommunications (Comisión Nacional de Telecomunicaciones) ne veille à ce qu'elles soient observées.

GESTION SOUVERAINE DES CONCESSIONS

En 2007, la majorité des concessions d'utilisation de l'espace radioélectrique vinrent à échéance, puisqu'elles avaient été octroyées par la Nation en vertu de son autorité souveraine en mai 1987 pour une durée de 20 ans.

Le gouvernement les renouvela toutes pour une durée de cinq ans, sauf celle concédée à Radio Caracas Televisión: cette entité, qui à elle seule représentait plus de la moitié de la facturation publicitaire de la télévision, avait créé, aux côtés de Venevisión, un cartel afin d'éviter le développement de nouvelles chaînes télévisées et de les ruiner en offrant des tarifs plus bas aux clients qui se compromettraient à ne pas annoncer sur leurs ondes.

Pendant que le directeur de RCTV Marcel Granier faisait une tournée afin d'implorer les gouvernements européens d'intervenir au Venezuela et incitait les médias vénézuéliens à encourager une fois de plus un soulèvement dans le pays, le 11 juillet 2007, le propriétaire de l'un des groupes multinationaux de communication les plus importants d'Amérique, Diego Cisneros, divulga à travers les médias une confession qui éclaircit en partie ce qui se passe au Venezuela. Il affirma que "plusieurs dans le gouvernement et l'opposition croient qu'un canal de télévision peut être protagoniste du jeu politique. Mais cela n'est pas la mission de la télévision (...) Les chaînes, je le répète, ne peuvent être partielles concernant le conflit national et ne peuvent certainement pas substituer les partis politiques, à moins qu'elles ne veulent aggraver le conflit. Voilà ce qui est survenu au Venezuela" (El Nacional, 12-7-2007, p.4, Nación).

RCTV put continuer de transmettre à travers la télévision par câble, mais son audience diminua considérablement. En mars 2010, elle se nia à respecter les prérequis nécessaires à la transmission par câble, ce pourquoi elle cessa d'émettre une fréquence.

ÉDUCATION DU PUBLIC

En ce qui concerne l'éducation du public relativement à la décodification des messages médiatiques, peu d'initiatives systématiques ont été développées. Un brillant programme d'analyse des médias diffusé sur VTV depuis 2004, "La Hojilla", sous la direction de Mario Silva, exerce une critique pédagogique quotidienne, non exente de passion et d'humour.

"El Quiosco Veraz", de Earle Herrera, remplit la même fonction de façon hebdomadaire. J'ai moi-même donné des cours de maîtrise à l'Institut d'Études Avancées (Instituto de Estudios Avanzados - IDEA) au sujet des médias en tant qu'acteurs politiques. Le Ministère du pouvoir populaire pour la communication et l'information (Ministerio del Poder Popular para la Comunicación y la Información) a édité des livres et organisé des forums sur ce thème. Toutefois, l'amplitude de la portée du message médiatique rend nécessaire une action pédagogique générale, impliquant non seulement tous les médias, mais aussi tout le système d'éducation.

APOGÉE ET CHUTE DU QUATRIÈME POUVOIR

Le facteur décisif au coeur de cette longue confrontation fut que, pendant plus d'une décennie, les monopoles médiatiques perdirent progressivement la confiance du public, mais non leurs aspirations à supplanter de manière immédiate l'État. Les journaux El Universal et El Nacional ont vu leur distribution chuter d'environ 100,000 à 50,000 exemplaires; le dernier est par ailleurs confronté à une dure crise économique. Pendant ce temps, les journaux plus équilibrés, Últimas Noticias et Panorama, surpassèrent des tirages de 300,000 exemplaires. Suite à sa lettre de 2007 dans laquelle il signalait que le rôle des médias comme acteurs politiques ne contribuait pas à la paix dans le pays, Diego Cisneros a partiellement modéré l'agressivité de la chaîne Venevisión.

En 2010, la chaîne oppositrice la plus violente, Globovisión, retira de la direction du canal l'oppositeur le plus frénétique, Federico Alberto Ravell. Ces changements n'éliminent en rien la promotion d'un plan de prise par assaut de l'État: cela n'est fait que de façon moins violente, persistante et évidente. Il ne faut jamais oublier que la guerre médiatique est le préambule de la guerre stratégique: du lock-out de la classe patronale, du sabotage pétrolier et du coup d'État au Venezuela; de l'agression militaire ouverte, dans d'autres pays, et qui sait, au sein du nôtre également.

Des médias alternatifs, libres et communautaires, des normes de diffusion, une gestion des concessions et une éducation sur les médias

permettent certes de se défendre contre la campagne médiatique, mais non du putsch ou de l'invasion.

DU CONTRÔLE SOCIAL DES MÉDIAS

Tant que les moyens de production matérielle seront entre les mains de minorités, ces dernières contrôleront également les moyens de production intellectuelle et feront en sorte qu'ils ne servent que leurs intérêts.

Tout comme les monopoles économiques et financiers, la victoire sur les monopoles médiatiques ne sera possible que lorsque les travailleurs disposeront de la propriété sociale des moyens de production tant matérielle qu'intellectuelle et les emploieront à leur service.

Quelqu'autre triomphe n'est à peine qu'une escarmouche ♦





Honduras : cinq journalistes tués en un mois, où sont les gros titres ?



Pas Touche au Venezuela

L'assassinat de cinq journalistes au Honduras en mars dernier et les 150 exécutions extrajudiciaires survenues depuis le coup d'État du 28 juin 2009, tous attribués à des paramilitaires ainsi qu'à des organismes de répression engagés par le régime, ne parviennent même pas à attirer l'attention des médias internationaux.

Pour sa part, la machine de propagande du Département d'État (USA), relayée par les grands organismes internationaux, les médias et les agences de presse, multiplie ses assauts contre les pays progressistes, se faisant ainsi complice de la violence au Honduras - elle-même évacuée de son contexte politique. C'est pourquoi la résistance dans ce pays lance un appel à la solidarité internationale contre les exécutions quotidiennes perpétrées par l'appareil répressif des putschistes.

La presse hondurienne a été la première victime de la récente vague de meurtres. Le 1er mars, le journaliste Joseph Hernandez a été tué par balle et Mme Carol Cabrer a été blessée le 10 mars. Le 15 mars, David Enrique Meza a été assassiné, tandis que José Bayardo Mairena Arteaga et Manuel de Jesus Juarez ont été exécutés vendredi le 27 mars.

Un autre journaliste, José Allemande a dû brusquement quitter le pays après que des hommes armés aient tenté de l'assassiner dans la rue, puis à son domicile. Les agents d'un poste de police où il a cherché refuge se déclarèrent incapables de garantir sa sécurité. Les groupes de résistance ont dénoncé le Secrétaire de la sécurité Oscar Alvarez, chef du système de répression hérité du régime dictatorial de Roberto Micheletti et maintenu à son poste.

Peu de temps après l'assaut du palais présidentiel lors du coup d'État le 28 juin 2009, lorsque le président Manuel Zelaya a été surpris à son domicile et expulsé du pays avec la complicité des États-Unis, plusieurs médias - dont Radio Globo et le Canal 36 - ont été fermés par les putschistes.

D'autre part, les propriétaires de tous les grands

médias faisaient partie de la conspiration. Micheletti a non seulement reçu un soutien absolu, mais aussi le principal représentant de cette presse de droite, Jorge Canahuati, a payé une partie de la campagne de lobbying qui a eu lieu ensuite à Washington en faveur de la dictature.

Les défenseurs autoproclamés de la Presse tels que Reporters Sans Frontières, le Committee to Protect Journalists ou encore la Presse Interaméricaine, observent tous la plus grande discrétion, une position diamétralement opposée à leur attitude politisée contre Cuba et le Venezuela qui confirme leurs relations avec l'appareil de renseignement états-unien.

Selon La Plate-forme pour les droits de l'homme, il s'agit d'une "stratégie de la terreur, de détention et de persécution des opposants au coup d'État de même qu'au gouvernement de facto", ce pourquoi cette organisation demande l'intervention de la communauté internationale et des organismes internationaux des droits humains pour que le régime actuel mette un terme à cette vague de crimes et ouvre des enquêtes sur ces assassinats.

Afin d'éviter l'effondrement de son régime putschiste, Micheletti et ses complices ont fait appel à des criminels tels que Billy Joya, une 'créature' des conseillers états-unien du commando d'élite "The Cobras" formés pour tuer et membre de longue date du bataillon 3-16. Créé par la CIA, ce dernier a persécuté, torturé et fait disparaître des centaines de Honduriens durant la sale guerre des années 80'. Par ailleurs, Joya a travaillé sous les ordres de l'ex-ambassadeur John Negroponte - un officier de la CIA qui, depuis l'ambassade des États-Unis de Tegucigalpa, a dirigé à cette époque l'opération des Contras lors de la guerre au Nicaragua.

Impliqué dans la coordination du dernier coup d'État de juin (2009) au Honduras, John Negroponte travaille actuellement comme conseiller auprès de la Secrétaire d'État Hillary Clinton.

Aucune recherche sur les assassinats contre les journalistes depuis le coup d'état n'a conduit à l'arrestation d'un seul suspect... ♦

“Sans les esclaves, nous serions perdus!”

Source: Les 7 péchés d'Hugo Chavez

«Si vous deviez chaque année, perdre plus de 200 millions de livres que vous recevez actuellement de vos colonies; si vous n'aviez pas le monopole du commerce avec vos colonies pour alimenter vos usines, entretenir votre flotte, faire marcher votre agriculture, payer vos importations, satisfaire vos besoins de luxe, rétablir l'équilibre de votre commerce avec l'Europe et l'Asie, alors je le dis tout net, le royaume serait immédiatement perdu.»

Qui parle ainsi ? Un banquier ou un marchand dans le secret de son cabinet privé ? Pas du tout. C'est un évêque, Maury, et c'est à toute l'Assemblée nationale française qu'il adresse publiquement son Plaidoyer contre l'abolition de la traite des esclaves et la libération des colonies. Nous sommes en 1791, et l'Assemblée nationale, mais oui, c'est bien l'Assemblée révolutionnaire française, celle qui consacre la victoire de la bourgeoisie capitaliste sur la noblesse féodale. Son drapeau, c'est la fin des privilèges et la démocratie : « Liberté, Egalité, Fraternité ».

Mais ce drapeau ne vaut absolument pas pour les colonies. Le nouveau régime entend absolument conserver de l'ancien cette source de profits gigantesques. Certes, la Convention abolira formellement l'esclavage en 1794, mais elle se gardera bien d'appliquer cette décision. Et Napoléon rétablira bien vite la légalité de l'esclavage. Il brisera impitoyablement la révolte des esclaves qui avaient fondé une République libre d'Haïti et emprisonnera le chef des milices d'esclaves, Toussaint Louverture, jusqu'à la fin de ses jours, dans une geôle humide et glaciale de Haute-Savoie. La démocratie a ses limites.

Le général Leclerc, beau-frère de Napoléon, lui écrivait de l'île : « Voilà mon opinion sur ce pays : il faut supprimer tous les nègres des montagnes, hommes et femmes, et ne garder que les enfants de moins de douze ans, exterminer la moitié des Noirs des plaines, et ne laisser dans la colonie aucun mulâtre portant des galons. »

Incroyable : pour obtenir son indépendance, Haïti devra même se saigner pour 'indemniser' la France ! Galeano conclut : « Le pays naquit en ruine et ne se releva pas : aujourd'hui, c'est le plus pauvre de l'Amérique latine » ♦



Des gouvernements « de gauche » qui reposent sur un socle populaire

Jean Ortiz, universitaire

En toute lucidité, où en est l'Amérique latine ?

Au gré de nos conférences, revient l'image d'un continent latino-américain de révolutions en marche. Il nous paraît nécessaire d'affiner une réflexion mesurée, sans excès d'euphorie ni défaitisme, en toute lucidité. Nous savons d'expérience qu'aucun processus historique n'est irréversible, et que les changements sociaux sont l'objet de luttes de classes acharnées. Si l'Amérique latine progresse vers une véritable indépendance, la situation globale reste incertaine, marquée par la confrontation violente (véritable guerre civile froide au Venezuela) de projets stratégiques antagoniques. Les gouvernements de gauche sont en butte à la résistance obstinée de classes dominantes... qui restent dominantes malgré le terrain cédé.

Le continent vit des avancées démocratiques et révolutionnaires, des processus de déconstruction des rapports de domination, de colonisation. Les changements au Venezuela, en Bolivie, en Équateur, à Cuba, au Paraguay, en Uruguay, au Brésil, au Nicaragua... obéissent à leurs propres logiques. Les peuples s'y livrent à des processus divers d'invention d'un avenir meilleur. L'alternative, contrairement à l'image simpliste souvent véhiculée, n'est pas entre « réforme » ou « révolution », mais entre la recherche de nouvelles logiques économiques et sociales, plus solidaires, et la soumission à l'impérialisme.

Le « réformiste » Lula a promu le retour de Cuba au sein de la communauté latino-américaine. Au-delà de leur diversité, et pour chacun des gouvernements, les politiques du FMI ne sont plus les tables de la loi. L'Amérique latine reste dans le cycle ouvert par l'élection de Chavez, en 1998, par ses déclarations, en décembre 2004: « Le capitalisme n'est pas la solution. » « Guerre de l'eau » d'avril 2000 en Bolivie, « bataille du pétrole » au Mexique..., des forces politiques et sociales nouvelles inscrivent leur combat dans une articulation inédite avec la politique.

Les gouvernements « de gauche » reposent sur un socle populaire. Tous les spécialistes considèrent que l'Amérique latine résiste mieux que d'autres continents

à l'actuelle crise économique et financière. Ils attribuent cette spécificité au « quinquennat vertueux » (2003-2008) marqué, dans la majorité des pays, par le retour de la puissance publique et d'un État fort, régulateur et redistributeur (« bourse famille » au Brésil, allocations diverses en Bolivie, augmentation des salaires au Venezuela...). Les réformes engagées radicalement au Venezuela, en Bolivie, en Équateur, ou plus modestement au Brésil, en Uruguay, au Paraguay... ont sorti de la pauvreté 36 millions de personnes.

Peu à peu émerge, difficilement, un front commun visant la conquête d'une intégration régionale indépendante et souveraine. Le 23 mai 2008, à Brasilia, 12 pays fondaient l'Unasur (le président Kirchner en est devenu secrétaire général). Le 23 février 2010, les représentants de 33 pays du continent ont décidé, à Cancun (Mexique), au-delà de leurs conflits et de leurs divergences politiques, de créer un nouveau bloc régional, sans les États-Unis ni le Canada, mais avec Cuba: « Union de l'Amérique latine et des Caraïbes ». Espace commun d'intégration et de « développement soutenable ».

Les États-Unis sont désormais engagés dans une contre-offensive pour reconquérir le terrain perdu et « mettre fin à la croisade de Chavez » (The Washington Post du 25 janvier 2010). Des droites dures saignent la Colombie, le Mexique, le Chili, le Pérou... La signature d'un « accord d'association et de libre commerce » entre l'Amérique centrale et l'Union européenne, au récent sommet de Madrid, reflète le poids des impérialismes et des multinationales.

L'Union européenne promeut en Amérique latine une politique néolibérale alignée sur celle de Washington. D'autres aspects du sommet de Madrid témoignent du changement d'époque: le président fantoche hondurien a dû renoncer à y participer. La présidente argentine et Evo Morales ont donné à l'Union européenne des « leçons de droits de l'homme »: respect des droits des immigrés, soutien au juge Garzon, condamnation des lois d'impunité, jugement de tous les crimes contre l'humanité... Ombres et lumières! ♦

La vieille Europe et la nouvelle Amérique Latine. Pendant que...

Pascual Serrano
Source : *Rebellion*

Alors que nous pensions que ces gouvernements-là n'étaient que des gouvernements populistes ne cherchant qu'à gagner des électeurs, ils augmentent le salaire minimum des citoyens (au Nicaragua, en février, a été votée, pour 2010, une hausse des salaires de 12 %) alors qu'ici, en Europe, ils gèlent les pensions des retraités et ils baissent les traitements des fonctionnaires.

Alors que nous qualifions ces économies-là de pauvres et de sous-développées, la Commission Économique pour l'Amérique Latine (CEPAL) annonce que les pays de l'UNASUR connaîtront une hausse de 5 % de leur PIB tandis qu'ici, nous prions le Ciel pour que cet indice ne soit pas négatif.

Alors que nous taxions avec mépris ces démocraties-là de républiques bananières mal nées de dictatures précédentes, elles traînent en justice et jettent en prison leurs militaires putschistes (en mai dernier, en Argentine, le dictateur Jorge Rafael Videla a été jugé et condamné à la prison préventive) alors qu'ici, en Europe, nous faisons un procès au juge qui a osé ouvrir une instruction judiciaire sur le franquisme.

Alors que notre xénophobie et notre arrogance nous interdisent d'accepter que tous les hommes et toutes les femmes soient égaux et pendant que nous enfermons les immigrants dans des camps, là-bas ils considèrent égaux tous les humains, qu'ils soient nationaux ou immigrants

(voyez la nouvelle loi sur l'immigration adoptée par l'Argentine qui accorde l'égalité aux immigrants).

Alors que nous accusions Fidel Castro d'enrichissement personnel (cf un numéro pas très ancien de la revue Forbes), nos banquiers font à la manière d'Alfredo Saénz, PDG de la banque BBVA, qui part en retraite avec 85,7 millions d'euros alors que son salaire était déjà de 10 millions annuels.

Alors que nous accusons d'être des führers et des dictateurs ces dirigeants-là, au Venezuela, deux millions cinq cent mille militants du parti de Chávez élisent directement leurs candidats à l'Assemblée Nationale alors qu'ici, ils sont choisis en petit comité par les dirigeants nationaux des partis.

Alors qu'ils ont soigné et guéri gratuitement de la cécité un million et demi de pauvres dans le cadre de la mission Milagro, nous, ici, nous baissions le budget destiné à la coopération.

Alors que nous, ici, nous nous enfonçons avec notre orgueil, eux, là-bas, ils grandissent en dignité.

DÉCADENCE

Voici deux exemples de la dérive morale des pays occidentaux.

En Espagne, pays plongé dans une crise économique terrible, avec 4 millions de chômeurs, pays où les

pensions de retraite sont gelées et où le traitement des fonctionnaires a été baissé par décret du gouvernement, deux chaînes de télévision ont diffusé les premières parties de deux reality shows. Il s'agit de « Femmes riches », sur la Six, et de « Mariées avec Hollywood » sur la Quatre. On y assiste à l'interview de femmes multimillionnaires ; les caméras pénètrent dans leurs appartements ; on écoute leurs frivoles et décadents témoignages ; nous prenons connaissance de leurs goûts, de leurs penchants et de leurs centres d'intérêt. Le public constate que les « efforts » de ces femmes se limitent, par exemple, à piloter un hélicoptère, acheter des bijoux ou des oeuvres d'art, assister à des soirées luxueuses, faire provision de lingerie fine dans des boutiques de marque ou chercher le personnel qui veillera sur leurs enfants.

Pendant ce temps, de l'autre côté de l'Atlantique, aux États-Unis d'Amérique, on paye entre 15.000 et 30.000 dollars par soirée une jeune fille âgée de 19 ans qui donne des conférences où elle prêche contre l'avortement et pour l'abstinence sexuelle en guise de méthode contraceptive. Mais cette jeune personne n'est pas n'importe qui. En effet, elle est la fille de Sarah Palin, l'ex-candidate au poste de vice-président des États-Unis pour le Parti Républicain — (publié dans Público du 18-05-2010).

Cela se passe dans les pays « civilisés » et « avancés » qui veulent donner des leçons d'éthique et de civilisation aux mouvements islamistes et aux peuples du Tiers Monde ♦



Les idées justes ne peuvent pas être prisonnières

Manuel E. Yepe

Traduction : Odile Bouchet

Qui voudra vérifier ou démontrer la solidité du projet révolutionnaire cubain et son irréversibilité peut fonder son analyse sur l'attitude des cinq Cubains toujours enfermés, prisonniers politiques dans les geôles des USA depuis plus de onze ans, séparés les uns des autres et soumis à des vexations, pour des délits qu'ils n'ont pas commis, selon l'avis de tous les gens honnêtes et intelligents qui se sont penchés sur cette affaire.

Des milliers de personnalités des arts, des lettres, des sciences et de la politique, ayant pignon sur rue, se sont prononcés contre l'injustice, même un bon nombre de prix Nobel, de prestigieuses organisations de justice et les parlements de plusieurs pays.

Sans contact les uns avec les autres, ces cinq patriotes cubains ont démontré de façon répétée, même dans les pires conditions d'isolement, une unité d'action et une loyauté envers leur peuple, leur patrie et leurs idéaux communs, qui ne peut être que le fruit d'une nouvelle qualité humaine, née de la confrontation entre la révolution cubaine et la super-puissance hégémonique.

Face aux fictions de la campagne diffamatoire des Etats-Unis contre Cuba, s'en trouve une autre : la continuité de la révolution dans le temps ne serait due qu'à la persistance à sa tête de la génération de dirigeants commandée par Fidel Castro.

La fermeté de ces patriotes constitue le meilleur démenti à la diffamation, en démontrant clairement que la révolution d'indépendance vécue par Cuba depuis 1868, qui passe actuellement par une phase décisive, en lutte contre le pouvoir impérialiste qui tente de prendre la place de la couronne espagnole, ne dépend ni de la décision d'un seul homme, fût-il le plus grand, ni de la volonté d'un groupe de gens, mais du but congénital d'une nationalité forgée par sa propre lutte.

Le procès légal en cours contre ces cinq anti-terroristes est l'un des plus interminables et sinueux – par la faute d'une accumulation de décisions arbitraires prises par le pouvoir exécutif – de l'histoire judiciaire étasunienne.

Cette affaire a commencé pendant les années 90 du XX^e siècle, après la chute du bloc socialiste en Europe, quand Cuba, par besoin de pallier la perte de ce marché, le plus important de son commerce extérieur et source presque unique de crédits, a décidé de promouvoir le tourisme et l'investissement étranger comme stratégie de survie économique.

Aux États-Unis, les groupes contre-révolutionnaires cubains financés et dirigés



par l'Agence Centrale d'Intelligence (CIA) ont ravivé leur guerre terroriste contre Cuba, visant en particulier des cibles liées au tourisme et à l'investissement étranger dans l'île. Des attaques à l'explosif, contre certains des meilleurs hôtels et restaurants de Cuba, ont été perpétrées par des mercenaires originaires d'autres pays, dont les services avaient été engagés depuis Miami. Les autorités étasuniennes ne faisaient rien contre ces formations terroristes.

Cuba, pour sa légitime défense, a assigné à un groupe de jeunes choisis parmi les millions de personnes offrant les mêmes conditions dans le pays, la tâche difficile d'infiltrer, sans armes, les rangs de ces organisations mafieuses agressives à Miami, afin de surveiller leurs préparatifs terroristes, pour les dénoncer et les neutraliser.

Les résultats de ce travail dangereux ont été mis à disposition du président Bill Clinton, en juin 1998, par l'écrivain colombien Gabriel García Márquez, comme le lui avait demandé Fidel Castro, alors président de Cuba. C'est ainsi que ce renseignement est arrivé au FBI qui, au lieu

d'arrêter les terroristes, a immédiatement arrêté les anti-terroristes.

Des décisions arbitraires en série s'en sont suivies, qui ont souillé le prestige du système judiciaire étasunien et, au passage, ont encore empiré la mauvaise réputation des médias de ce pays, puisqu'ils ont presque fait de ce procès un secret absolu.

Selon les enquêtes, plus de quatre-vingt dix pour cent de la population n'a jamais entendu, ni vu, ni lu une quelconque information à ce propos, alors que c'est un des scandales qui mériterait la plus grande divulgation dans un pays qui se dit paladin de la liberté de presse.

Contre eux, les autorités de Washington ont tout tenté, profitant de leur situation d'extrême vulnérabilité. On leur a même formulé, aussi bien au moment des arrestations que récemment, tout au long des onze années passées, des propositions réitérées de collaboration et de trahison à leur pays – qu'ils ont écartées avec véhémence – en échange de sentences plus douces.

Fernando González, René González, Antonio Guerrero, Gerardo Hernández et Ramón Labañino sont de jeunes intellectuels cubains pleins d'idéaux de justice et de patriotisme qui ont assumé leur tâche héroïque en toute conscience des dangers qu'ils encouraient et qui l'ont accomplie avec succès.

Leur action audacieuse a servi à démonter des plans criminels de lèse-humanité et à sauver des centaines ou des milliers de vies de civils, non seulement à Cuba, mais aussi aux Etats-Unis : en effet, si la campagne terroriste contre Cuba a coûté à l'île 3 400 morts au cours des cinquante années passées, on attribue à ces groupes de Cubains manipulés par la CIA une participation à plus de 360 actes terroristes en territoire nord-américain depuis 1959, dont l'assassinat du président John F. Kennedy.

Les Cinq sont d'ores et déjà honorés du titre de Héros de la République de Cuba, en juste reconnaissance de leurs compatriotes et ont été proposés par des associations pacifistes de diverses parties du monde pour le prix Nobel de la Paix, qui devrait leur revenir de droit.

Dans les conditions de détention difficiles où ils se trouvent, ils n'ont pas perdu les talents artistique, technique ou politique qu'ils possédaient quand ils ont été arrêtés. Au contraire, ils les ont développés par leur conduite exemplaire, référence pour les nouvelles générations de Cubains qui aspirent à leur ressembler ♦

Article spécial pour Le Bolivarien.



Etapas dans la lutte contre le néolibéralisme

Emir Sader

La lutte contre le néolibéralisme a déjà toute une Histoire derrière elle. Elle est passée par plusieurs étapes (de la résistance, à l'élaboration d'alternatives) et doit aujourd'hui affronter la violente contre-attaque de la droite. L'année où fut inauguré le Traité de Libre Echange d'Amérique du Nord (ALENA ndt) –1994–, les zapatistes avaient appelé à la résistance contre cette nouvelle vague hégémonique.

Ignacio Ramonet lançait quant à lui, dans un editorial du *Le Monde Diplomatique* –1997–, un appel à la lutte contre la « pensée unique » et contre le consensus de Washington. Le Forum Mondial –2001– appelait pour sa part à la construction d'un « possible nouveau monde ». Quant aux manifestations contre l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), qui avait commencé à Seattle en 2001, elles révélaient autant l'ampleur du malaise provoqué par ce nouveau modèle hégémonique qu'elles constituaient une véritable démonstration de force des mobilisations populaires. Il s'agissait-là d'une première étape : celle de la résistance, défensive, face aux faramineuses régressions qui s'opéraient du fait du passage d'un monde bipolaire à un autre monde, unipolaire (sous le contrôle hégémonique de l'impérialisme états-unien), d'un modèle de régulation à un autre modèle, néolibéral.

Sur le plan gouvernemental, la consolidation de l'hégémonie néolibérale fut marquée par le passage de la génération droitière qui en avait posé les fondements (Pinochet, Reagan, Thatcher) à une seconde génération que d'aucuns dénommèrent « la troisième voie » (Clinton, Blair, Cardoso), ce qui leur permettait d'occuper tout l'espace politique. Cette force compacte rencontra un premier revers avec l'élection d'Hugo Chávez à la tête du Venezuela – 1998 –, et, à partir de ce moment, ne cessa plus d'en rencontrer en Amérique Latine où les principaux promoteurs du nouveau modèle (Cardoso, Menem, Fujimori, Carlos Andrés Pérez, el PRI) furent mis en échec.

Cette réaction populaire s'illustra par les triomphes électoraux qui suivirent celui de Chávez – Lula (2002), Kirchner (2003), Tabaré Vázquez (2004), auxquels on peut ajouter le triomphe de Daniel Ortega (2006) –, et présenta au monde une arène politique tout à fait différente de celle qui était attendue. Bien que l'ayant emporté face à des gouvernements connus pour leur orthodoxie néolibérale, ces nouveaux élus ne misèrent pas sur une rupture totale avec le modèle néolibéral qu'ils ont conservé en l'assouplissant quelque peu, principalement en mettant plus fortement l'accent

sur les politiques sociales.

Ces nuances apportées au néolibéralisme, ainsi que le choix de nouvelles options dans les processus d'intégration régionale (en premier lieu le MERCOSUR), ou encore la mise en échec du projet d'Alliance de Libre Echange des Amériques (auquel les nouveaux gouvernements ont activement participé), révélèrent cependant des différences significatives quant à la relation que ces gouvernements entretenaient avec l'héritage des régimes qui les ont précédés, contribuant ainsi à l'émergence d'une arène politique inédite sur ce continent, dans laquelle se multiplièrent simultanément des formes de gouvernements qui avaient toutes en commun de s'opposer aux Traités et aux diverses formules de Libre Echange proposés par les Etats-Unis, ainsi qu'à leur politique de « guerre infinie » (laquelle n'obtint d'adhésion explicite qu'en Colombie).

Les victoires d'Evo Morales (2005) et de Rafael Correa (2006), et le lancement de l'Alternative Bolivarienne pour les Amériques (ALBA), de la Banque du Sud (« Banco del Sur »), du gasoduc continental, et l'adhésion du Venezuela et de la Bolivie au Mercosur, donnèrent plus d'ampleur et de force à l'axe politique formé par les gouvernements qui, en plus de privilégier les processus d'intégration régionale, décidèrent de construire des modèles politiques et économiques en rupture avec le néolibéralisme.

En ce sens, le triomphe du paraguayen Fernando Lugo (200) élargit encore un peu plus le camp des régimes progressistes sur le continent, auquel nous pourrions bientôt ajouter le Salvador.

Cependant, à partir de 2007, et après la relative surprise que fut la prolifération de gouvernements progressistes dans la région, la droite retrouva sa capacité d'initiative qu'elle avait perdue quand les forces populaires étaient parvenues à capitaliser, sur le plan électoral, le mécontentement généré par les défaillances des politiques sociales néolibérales, lesquelles constituent le maillon faible du néolibéralisme.

Afin de retrouver sa capacité d'initiative, la droite (qui traîne derrière elle la vieille droite oligarchique et l'ensemble des courants social-démocrates acquis au néolibéralisme) se retourna vers les sphères dans lesquelles son hégémonie n'avait pas souffert ou dans lesquelles elle conservait pour le moins l'essentiel de sa force : le pouvoir économique et le pouvoir médiatique. Cette contre-attaque prit des allures différentes selon les pays bien qu'on lui retrouve des points communs : critiques de la présence étatique dans les affaires économiques et des réglementations

introduites par l'Etat dans les processus d'intégrations régionales et mondiales ; thème récurrent de la « corruption » (toujours focalisé sur les gouvernements et l'Etat), les fuites de capitaux, l'autonomie des gouvernements régionaux prônée contre l'Etat centralisé, les soi-disant « menaces » à l'encontre de la « liberté de la presse » (qu'ils identifient à la presse privée) etc.

Une fois passé le choc créé par la prolifération des gouvernements échappant à son contrôle direct, la droite reprit donc l'initiative. Au Brésil d'abord, avec les campagnes de dénonciations du gouvernement de Lula ; au Venezuela (après la tentative de coup d'Etat de 2002), avec la défense des monopoles privés dans les médias et en dénonçant des formes de corruption et des fuites de capitaux ; en Bolivie, avec l'opposition à la réforme agraire, à la nouvelle Constitution et à l'application de nouveaux impôts aux exportations de gaz, impôts grâce auxquels le gouvernement central souhaite mettre en oeuvre diverses mesures sociales ; en Argentine, avec l'opposition aux mesures de régulation et la dénonciation de fuites de capitaux ; en Equateur, avec les offensives contre la nouvelle Constitution et les nouvelles formes de normativité étatique. Elle est aussi à la tête de deux pays importants dans la région (le Mexique et la Colombie), qui, pour le premier, cherche à mettre en marche un processus de privatisation de l'entreprise pétrolière étatique Pemex, et qui, pour le second, renforce l'épicentre de guerres régionales sans fin.

Après la paralysie des années d'expansion de l'économie internationale, qui favorisait l'obtention de ressources venues du commerce extérieur pour renforcer les politiques sociales, la droite reprend encore l'offensive en dénonçant les risques d'inflation, en affirmant la nécessité de nouveaux ajustements, d'élever encore un peu plus les taux d'intérêts bancaires, de façon à redonner la priorité à la stabilité monétaire sur l'expansion économique.

L'étape dans laquelle nous nous trouvons actuellement est marquée par la recrudescence des affrontements politiques et idéologiques entre gouvernements progressistes et opposition de droite.

Les volontés de delester l'Etat de tout rôle central sont aujourd'hui au centre des débats et des polémiques qui opposent la droite et la gauche. Sur le continent, on voit désormais certains pays suivre le schéma de l'Etat minimum comme dans le cas du Mexique, qui tente de mettre en place la privatisation de PEMEX (exemple s'il en est du nouveau printemps privatisant du néolibéralisme



Poésie de Miguel Hernandez

Traduction : Carmen Bartrina Ochoa

continental), comme dans le cas du Pérou qui a adopté il ya peu (de même que le Costa Rica et le Chili) un modèle d'assurances privé.

A l'inverse, d'autres pays cherchent à refonder leurs systèmes étatiques en se basant sur des schémas post-néolibéraux et post-libéraux, et oeuvrent à l'élaboration de nouvelles formes de représentation politiques qui aillent plus loin que le veut le formalisme libéral, c'est le cas, par exemple, de la Bolivie et de l'Équateur (tous deux cherchent à instaurer des formes de société plurinationales, pluriethniques, pluriculturelles) ainsi que du Vénézuéla.

De même, si certains pays se contentent de mettre en pratiques diverses formes de régulation étatique sans pour autant rompre avec les États néolibéraux préexistants, ils n'en freinent pas moins le démantèlement des services publics et, en renforçant les capacités sectorielles de régulation, n'en freinent pas moins non plus les processus de privatisation mis en place auparavant, renforçant par là même l'accroissement du travail contractuel et l'amélioration des services fédéraux (le Brésil et l'Argentine en sont l'illustration).

Le destin du modèle néolibéral dans le subcontinent n'est pas clairement arrêté. Son hégémonie continue, que ce soit parce que certains pays continuent de l'appliquer orthodoxement, parce qu'il reste prépondérant, d'une façon ou d'une autre, dans la plupart des nations (Brésil, Mexique, Argentine, Colombie, Chili, Pérou, Uruguay, Costa Rica) dans un monde dominé par le néolibéralisme.

Son destin se décidera surtout dans les trois pays les plus forts économiquement. Parmi eux, le Mexique consolide toujours un peu plus l'hégémonie néolibérale, alors que l'Argentine et le Brésil préservent le modèle en tentant de l'accomoder malgré les menaces de forces d'oppositions de droites très présentes.

L'espace qui symbolise le mieux le processus de construction post-néolibéral est l'ALBA puisque ses membres (le Vénézuéla, Cuba, la Bolivie, le Nicaragua, auxquels viennent s'ajouter d'important échanges avec l'Équateur) y construisent des relations de solidarité et cherchent à répondre aux besoins et aux possibilités de chaque nation par des alternatives aux lois de « libre échange » de l'OMC, en pratiquant ce que le Forum Social Mondial appelle « commerce juste ».

Cet espace est un espace typiquement post-néolibéral dont le futur dépend entièrement de la consolidations des processus politiques en cours dans ces pays ♦

Soneto 25 del Rayo que no cesa

En coulant ta voix sa douceur
comme le miel d'un pot, son
frémissement
met le désir dans mes mains terrestres
ses roses au feu habituel.

J'arrive exaspéré au sommet
de ta poitrine insulaire, et je l'entoure
d'une mer ambitieuse et d'une agitation
de pétales de flamme exaspérés.

Mais tu te défends avec des murailles
de mes cupides ardeurs
de te submerger dans les terres et dans
les océans.

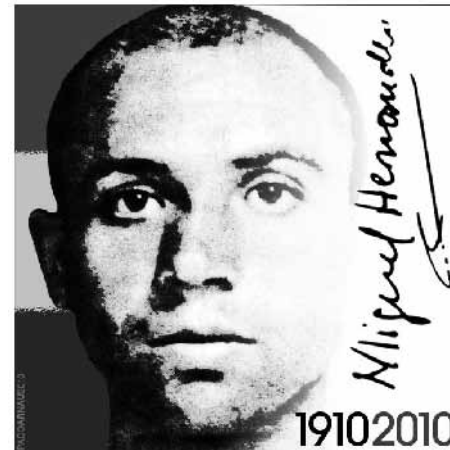
Pierre pure et indifferente, tu te tais:
Collier de pierre, que d'autres et d'autres
roses tu poses et déposes dans mes mains.

Valse des amoureux et unis à jamais

Ils ne sortirent jamais
du verger de l'étreinte.
Et devant le rouge rosier
des baisers ils roulèrent.

Des ouragans voulurent
avec rancune les séparer.
Et les haches tranchantes
et la foudre féroce.

Ils augmentèrent la terre
de leurs mains pâles.
Ils mesurèrent des précipices
par le vent impulsés
entre des bouches brisées.
Ils parcoururent des naufrages,
de plus en plus profonds
dans leurs corps, leurs bras.
Pourchassés, enfoncés
par une grande détresse
de souvenirs et de lunes
de novembres et de mars,
éventés ils se virent
comme de la poudre légère:
éventés ils se virent,
mais toujours enlacés.



Miguel Hernandez

Né à Orihuela, province d'Alicante, dans une famille de paysans pauvres. Après avoir fréquenté pendant deux ans seulement l'école primaire, il travailla comme chevrier, pour aider ses parents, jusqu'à l'âge de 16 ans. Autodidacte, il publie ses premiers poèmes dans la revue d'Orihuela, " Gallo Crisis ", que dirige son ami Ramon Sije, qui meurt après avoir préfacé le premier livre de Miguel, Perito en Lunas (1933). 1934 sera une année cruciale dans sa vie ; il se consacre à la littérature et achève d'écrire un " auto sacramental ",

Suite à Quien te ha visto y quien te ve, que Bergamin publie dans sa revue " Cruz y Raya ", il fait son premier voyage à Madrid où il se sent étouffé par la grande ville ; il épouse Josefina Mauresa, la grande passion de sa vie. Il lui faut pourtant rentrer à Madrid où bientôt il se lie d'amitié avec Alexandre, Alberti et Pablo Neruda, alors consul du Chili dans la capitale d'Espagne.

Il publie dans les principales revues espagnoles, et Manuel Altolaguirre fait l'impression de son livre El Rayo que no cesa (1936). Hernández a trouvé déjà une expression poétique personnelle et très vigoureuse. Il participe à la guerre civile dans les rangs de l'armée républicaine et écrit son meilleur livre de poésie épique : Viento del Pueblo (1937). La même année, il publie une pièce de théâtre, de goût classique qui fait penser à Lope, écrite avant la guerre : El Labrador de mis aire. En 1939 se publie El Hombre acecha qui exprime la douleur des hommes défaits par la guerre. Ce sera le dernier de ses livres qu'il verra publier de son vivant. Arrêté par les franquistes il est libéré momentanément grâce à l'intervention de quelques amis, mais quelques semaines plus tard est à nouveau jeté en prison. Il n'en sortira jamais. Atteint de tuberculose, il meurt dans la prison d'Ocaña (Tolède).

Le Bolivarien

« La presse est aussi utile que l'armement. Elle est l'artillerie de la pensée »

Simón Bolívar



30^e anniversaire

